9 OCTOBRE
SE MOBILISER
POUR D'AUTRES CHOIX
POUR LES SERVICES PUBLICS

Nos organisations s'inscrivent dans la journée interprofessionnelle d'action du 9 octobre.

Avec les salarié·e·s du privé, les chômeurs-chomeuses, les étudiant·e·s et les lycéen·ne·s, cette mobilisation sera l'occasion de dire une nouvelle fois notre refus des politiques libérales qui maltraitent les plus démuni·e·s et octroient toujours davantage aux plus fortuné·e·s.

Depuis plus d'un an, le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement accumulent les mesures régressives et mettent en œuvre une politique d'austérité pour le plus grand nombre, satisfaisant ainsi les vœux d'une minorité tournée vers une société de profit qui considère le service public comme une charge financière inutile.

Après les attaques frontales contre le Code du travail, les prestations sociales, les retraité·e·s, la SNCF et les cheminot·e·s, les projets en matière d'assurance chômage et de retraite laissent craindre le pire.

Dans ce contexte général, la Fonction publique et ses agent·e·s sont, malheureusement, placé·e·s aux premières loges de cette frénésie libérale.

Gel prolongé de la valeur du point d'indice, rétablissement du jour de carence, suppressions d'emplois, mobilité forcée, abandon des missions, privatisations… la liste des reculs serait trop longue à énumérer.

Et les chantiers actuels — recours accru aux non titulaires, mise à mal des organismes consultatifs, salaire au mérite — sont tout sauf rassurants.

Mais, si les dangers sont réels, la cause est loin d'être entendue, d'autant plus que l'opinion nous soutient, nos concitoyen·e·s sont attaché·e·s aux services publics.

Les organisations syndicales ont donc, plus que jamais dans la période, un rôle essentiel à jouer pour à la fois porter des propositions alternatives et organiser la riposte unitaire.

C'est ce que nous faisons en appelant les agents de la Fonction publique à se mobiliser le plus massivement possible le 9 octobre.

Pour :

➜ Le dégel de la valeur du point d'indice et des augmentations générales des salaires ;

➜ L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

➜ Les créations d'emplois dans les nombreux services qui en ont besoin ;

➜ La résorption de la précarité et un plan massif de titularisation ;

➜ Le renforcement du statut général et des statuts particuliers ;

➜ L'amélioration des systèmes de retraite par répartition et le maintien des régimes spéciaux ;

➜ La défense et le développement des missions publiques ;

➜ L'arrêt des réformes régressives engagées contre les intérêts des usager·e·s et des personnels.

TOUTES ET TOUS MOBILISÉ·E·S LE 9 OCTOBRE 2018 : GRÈVES, MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENTS, …